

Sachdokumentation:

Signatur: DS 244

Permalink: www.sachdokumentation.ch/bestand/ds/244



Nutzungsbestimmungen

Dieses elektronische Dokument wird vom Schweizerischen Sozialarchiv zur Verfügung gestellt. Es kann in der angebotenen Form für den Eigengebrauch reproduziert und genutzt werden (private Verwendung, inkl. Lehre und Forschung). Für das Einhalten der urheberrechtlichen Bestimmungen ist der/die Nutzer/in verantwortlich. Jede Verwendung muss mit einem Quellennachweis versehen sein.

Zitierweise für graue Literatur

Elektronische Broschüren und Flugschriften (DS) aus den Dossiers der Sachdokumentation des Sozialarchivs werden gemäss den üblichen Zitierrichtlinien für wissenschaftliche Literatur wenn möglich einzeln zitiert. Es ist jedoch sinnvoll, die verwendeten thematischen Dossiers ebenfalls zu zitieren. Anzugeben sind demnach die Signatur des einzelnen Dokuments sowie das zugehörige Dossier.



Un festival de cadeaux fiscaux injustes sur le dos des salarié-e-s et des retraité-e-s

Discours de Christian Levrat, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

La deuxième réforme de l'imposition des entreprises est encore dans tous les esprits. En votation populaire, cette réforme avait été adoptée par une majorité extrêmement étroite de 50,5% des voix en février 2008. Il s'en est suivi une décision du Tribunal fédéral, qui a conclu au fait que la population avait été mal informée par le conseiller fédéral en charge à l'époque, et les pertes fiscales ont été un multiple de ce qui avait été annoncé au départ. C'est le cadre général dans laquelle on discute la RIE III.

La position du PS dans ce dossier est simple et peut être résumée très rapidement : l'objectif de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) doit être soutenu, mais cette réforme doit être mise en œuvre sans reporter la charge fiscale sur les personnes physiques. Sous sa forme actuelle, la RIE III constitue un cadeau fiscal de l'ordre d'1,3 milliard de francs aux actionnaires des grandes entreprises de la part de la Confédération, et de plusieurs milliards de francs de la part des cantons.

La levée des régimes spéciaux cantonaux est une nécessité, car la reprise par la Suisse des standards internationaux est inévitable. Le temps des pirates de la régulation internationale appartient au passé, du moins dans les Etats qui jouissent, comme nous, d'une base économique diversifiée. Le Conseil fédéral entendait au départ en faire une réforme neutre sur le plan budgétaire. Par exemple, en introduisant un impôt sur les gains en capitaux ou en relevant l'imposition des dividendes. Le PS soutient la suppression des statuts spéciaux, mais pas au prix de sacrifices sociaux inconsidérés.

Le Conseil fédéral avait prévu d'augmenter l'imposition partielle des dividendes à 70%. Il faut retenir deux choses : tout d'abord, on est toujours dans le champ de l'imposition des entreprises, alors même que d'autres modes de compensation font payer aux contribuables physiques les cadeaux effectués aux entreprises actuellement sous régimes spéciaux. De plus, dans la plupart des cantons, nous allons vers une baisse des taux d'imposition ordinaires sur le bénéfice des entreprises, et les PME profitent, elles aussi, de cette baisse. Il n'est donc pas choquant que, par ailleurs, elles soient confrontées à une augmentation de l'imposition des dividendes, d'autant plus que l'imposition partielle des dividendes a été introduite avec la réforme de l'imposition des entreprises II et qu'elle a déjà notablement allégé la charge fiscale des entreprises concernées.

Toujours au titre des compensations, on peut se poser la question de savoir s'il est préférable de travailler sur l'imposition partielle des dividendes et de revenir à une imposition à 80 ou 90%, ou s'il est préférable d'introduire une imposition des gains en capitaux, comme le prévoyait le Conseil fédéral lors la procédure de consultation. Au parlement nous avons fait le

choix de mener le débat sur l'imposition partielle des gains en dividendes. Le PS a fait des propositions très concrètes et pertinentes. On aurait aussi pu défendre le choix inverse. Ce qui nous semble impossible, par contre, c'est de considérer que tout le contre-financement de la réforme doit se faire par le biais d'un programme d'économies. Le concept, tel qu'il est défendu par la droite, conduit à des programmes de stabilisation et à des programmes d'austérité qui sont, quant à eux, destinés à générer la marge de manœuvre nécessaire afin de financer les cadeaux fiscaux vers lesquels on veut nous diriger.

Dans ce cas, nous avons clairement un financement par les personnes physiques des allègements fiscaux octroyés aux personnes morales au titre de l'imposition des entreprises, que ce soit par le biais d'augmentations d'impôts, ou par le biais de réductions des prestations. Dans la plupart des cas, il en va de même pour les personnes physiques ou alors il faudra trouver, ce qui serait un « *novum* », un programme d'économies indolore. Mais pour l'instant ce n'est pas le cas. On a des réductions massives dans les domaines de l'agriculture, de l'aide au développement, de la formation, des transports et dans le domaine social. C'est donc bien nous toutes et tous qui, dans cette conception, paierions les allègements fiscaux que la droite entend accorder.

Nous sommes donc favorables à ce que les cantons concernés soient soutenus financièrement : établissons un minima de 80 ou 90% pour l'imposition des dividendes, permettons aux cantons et aux communes de compenser les pertes qu'engendre le changement de régime par une fiscalisation plus juste du revenu des actions ; et réduisons d'autant la contribution de la Confédération. De cette manière, cantons et communes pourront à l'avenir également faire face à leurs obligations, et nous éviterons le pillage organisé de la caisse fédérale que constitue cette réforme.

Au fil du temps et des débats, au gré de l'intervention d'un lobby, puis d'un autre, nous avons un festival de déductions fiscales, taillées pour favoriser les grandes entreprises du pays. Et tout ceci avec pour corolaire des coûts astronomiques : au moins 1,3 milliard de francs de pertes annuelles pour la Confédération, plusieurs milliards pour les cantons ; et parions que ce n'est là que la pointe de l'iceberg. Lorsque la Belgique a introduit une déduction pour les intérêts notionnels en 2005, sur un modèle assez proche de ce que nous propose la Confédération, elle s'attendait à des pertes de 200 à 300 millions de francs. Au final, entre 2006 et 2010, elle a perdu en moyenne 5 milliards par année, plus de dix fois les estimations initiales ! Ce n'est pas sans rappeler la réforme II de l'imposition des entreprises, du même tonneau que le projet actuel, qui a coûté presque 10 milliards aux contribuables, alors que le Département des finances avait annoncé un chiffre initial de 60 millions. Le Tribunal fédéral avait alors constaté que la population avait été induite en erreur par Hans-Rudolf Merz. Nous sommes aujourd'hui dans le même scénario.

Ce pourrait être un débat classique sur l'égalité de traitement devant l'impôt. Si une entreprise fait valoir toutes ses déductions, « *patent box* », « intérêts notionnels », « superdéduction pour la recherche et le développement », « *step up* » et j'en passe, elle ne paiera qu'un cinquième, soit 3%, d'impôt sur son bénéfice. Ce taux est à mettre en relation avec les 15 ou 30% d'impôts que paient les personnes physiques. Quant à un actionnaire, il pourra ne déclarer, selon les cantons, que le 60% du revenu de ses actions. A comparer, là encore, avec un salarié ordinaire qui sera contraint de payer des impôts sur le dernier franc de son revenu. Ce n'est pas juste, et ce devrait déjà être une raison suffisante pour rejeter ce bricolage.

Mais la réalité est pire encore. Le contexte veut que chaque franc offert aux entreprises et aux actionnaires le soit sur le dos des salarié-e-s, des retraité-e-s et des petits indépendant-e-s de notre pays. Nos adversaires, momentanément majoritaires, baissent les impôts des multinationales et rajoutent de nouveaux paquet d'austérité qui porterons sur 1,5 milliard pour les années 2018 et 2019, coupant davantage encore dans les dépenses sociales. Ils se cachent derrière un chantage à l'emploi, vieux comme le siècle. Or, défendre l'emploi en Suisse, ce n'est pas acheter les employeurs à coup de millions de rabais fiscaux. C'est investir dans la formation de notre jeunesse ; c'est permettre aux salarié-e-s de vivre correctement de leurs revenus ; c'est augmenter les salaires pour consolider la consommation intérieure ; c'est investir dans nos infrastructures publiques ; c'est augmenter les rentes AVS, pour permettre à nos aîné-e-s d'affronter paisiblement leurs dernières années.

Fazit: Die Reform der Unternehmensbesteuerung ist notwendig und angebracht, aber nicht in dieser Form. Der jetzt vorliegende Gesetzesentwurf ist masslos, unberechenbar und ungerecht. Er muss überarbeitet werden. Das ist jedoch nur nach einem gewonnenen Referendum möglich.

MEDIENKONFERENZ VOM 28. JUNI 2016

Daniel Lampart, SGB-Sekretariatsleiter und Chefökonom

Referendum zur Unternehmenssteuerreform III

USR III: Ineffizient, viel zu teuer und ungerecht

Ziel der Unternehmenssteuerreform III war ursprünglich, dass die Schweiz ungerechtfertigte Steuerprivilegien für multinationale Firmen und Finanzgesellschaften abschafft. Der SGB hat das unterstützt. Doch die rechtsbürgerlichen Kräfte missbrauchten die Reform in krasser Art und Weise, um den Firmen und ihren Aktionären neue, weitergehende Steuerprivilegien zu gewähren. Die Unternehmenssteuerreform III führt zu riesigen Steuerausfällen bei Bund, Kantonen und Gemeinden – auf Kosten der Normalverdienenden. Gewisse Firmen werden fast keine Steuern mehr zahlen. Der SGB lehnt die Unternehmenssteuerreform III deshalb ab und wird das Referendum unterstützen.

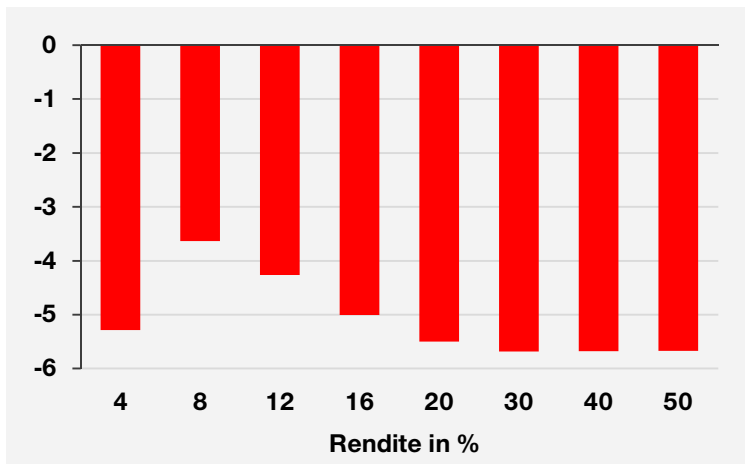
Firmen und Aktionäre entlastet, Normalverdienende belastet

Diese Steuersenkungen sind sowohl volkswirtschaftlich als auch verteilungspolitisch falsch. Auch Unternehmen müssen Steuern zahlen. Sie brauchen öffentliche Dienstleistungen (Infrastruktur, Bildung, Rechtssicherheit usw.) ebenso wie die Privathaushalte. Ohne öffentliche Dienstleistungen können sie keine Gewinne machen. Im Föderalismus gilt das erst recht. Denn viele Angestellte wohnen nicht am Firmenstandort, sondern pendeln aus anderen Gemeinden oder Kantonen an ihre Arbeit. Ohne Unternehmenssteuern kämen die wirtschaftlichen Zentren mit den Firmensitzen in Finanznöte. Steuern würden nur noch in den Wohngemeinden und -kantonen bezahlt. Ausländische Aktionäre der Firmen erhielten den Schweizer Service Public sogar steuerfrei. Von tiefen Unternehmenssteuern profitieren auch reiche Privathaushalte. Sie lagern ihr Vermögen in Firmen aus und reduzieren so ihre Steuerbelastung stark. Weil die Schweiz keine Kapitalgewinnsteuer hat, können sie die Gewinne später bei einem Verkauf steuerfrei in ihr Privatvermögen verschieben.

Die Unternehmen profitierten in den letzten Jahren bereits von enormen Steuersenkungen. Sie zahlen heute im Schnitt rund 5 Prozentpunkte weniger Steuern als im Jahr 2000 – statt knapp 20 Prozent (2000) nur noch rund 15 Prozent (2014; Bund, Kantone, Gemeinden). In gewissen Kantonen der Zentral- oder der Ostschweiz zahlen die Firmen bereits heute fast keine Steuern mehr. Im Zentralschweizer Zentrumsanton Luzern beträgt der Gewinnsteuersatz noch 1.5 Prozent. Die Firmen beteiligen sich kaum mehr an den Kantonsfinanzen (Einnahmenanteil noch rund 4 Prozent).

Gewinnsteuersenkungen in den Kantonen 2000-2014

(Differenz der Steuerbelastung in Prozentpunkten nach Renditestufen)



Quelle: ESTV, Berechnungen SGB

Zusätzlich belastet wurden hingegen die Privathaushalte. In gewissen Kantonen wurden ihre Steuern erhöht – insbesondere für alleinstehende Normalverdienende (AR, LU, SZ u.a.). Und sie sind von Sparmassnahmen betroffen, beispielsweise im Bereich des Gesundheitswesens. Die öffentliche Hand beteiligt sich weniger an den Gesundheitskosten, die Prämienverbilligungen für die Krankenkassen sind sogar gesunken, so dass sich die effektive Prämienbelastung für gewisse Haushalte (Familie mit Kind) seit 2000 verdoppelt hat (s. Tabelle im Anhang).

Neue Steuerschlupflöcher geschaffen: USR III ist viel zu teuer - wohl teurer als vom Bund geschätzt

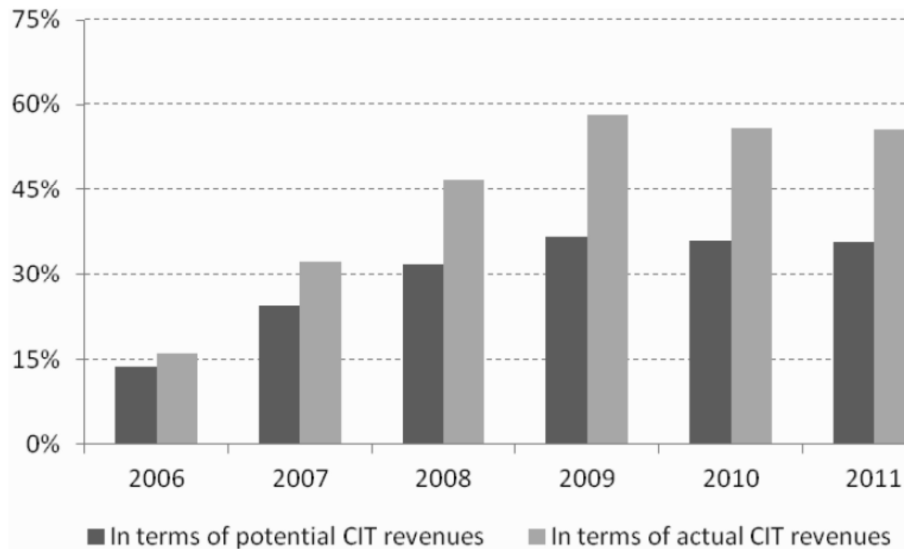
Die Unternehmenssteuerreform III ist viel zu teuer. Sie kostet Bund, Kantone und Gemeinden gemäss offiziellen Schätzungen rund 2.5 Mrd. Fr. Der höhere Anteil der Kantone an der Direkten Bundessteuer alleine kostet den Bund gegen eine Milliarde Franken. Brauchen die Kantone dieses Geld für Gewinnsteuersenkungen, führt das bei den Städten und Gemeinden zu Steuerausfällen von über 500 Millionen Franken.

Die neu eingeführte, so genannte „zinsbereinigte Gewinnsteuer“ schafft ein schwarzes Loch in den Schweizer Steuergesetzen. Alle kapitalstarken Firmen können von diesem Instrument Gebrauch machen. Auf ausländische Erträge können auch ausländische Zinsabzüge geltend gemacht werden. Es ist mit grösseren Ausfällen zu rechnen als vom Bund geschätzt – wie bereits bei der Unternehmenssteuerreform II. Sie erlaubt es auch reichen Privatpersonen ihre Steuern substantiell zu senken – indem sie ihr Vermögen in eine Firma auslagern. Bei der Einführung der zinsbereinigten Gewinnsteuer in Belgien vor rund 10 Jahre wurde mit Ausfällen von 0.5 Mrd. Euro gerechnet. Effektiv beliefen sich diese dann auf über 5 Milliarden (rund 50 Prozent der Gewinnsteuereinnahmen).¹

¹ Zangari, E. (2014) : Addressing the Debt Bias: A Comparison between the Belgian and the Italian ACE Systems, Europäische Kommission, Taxation Papers Nr. 44, http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/gen_info/economic_analysis/tax_papers/taxation_paper_44.pdf

Steuerausfälle durch die zinsbereinigte Gewinnsteuer in Belgien

(in Prozent der Gewinnsteuern = CIT)



National- und Ständerat haben darüber hinaus eine Reihe von weiteren Steuerprivilegien geschaffen (Patentbox, F&E-Abzug u.a.). Sie behaupten, dass sie mit einer Beschränkung des maximalen Steuerabzugs auf 80 Prozent Steuerausfälle verhindern. Doch das ist Augenschere, denn selbst mit dieser Regelung sind rekordtiefe Steuerbelastungen von 1 bis 1.5 Prozent auf Kantons- und Gemeindeebene völlig legal.

Angstmacherei mit Arbeitsplatzverlusten

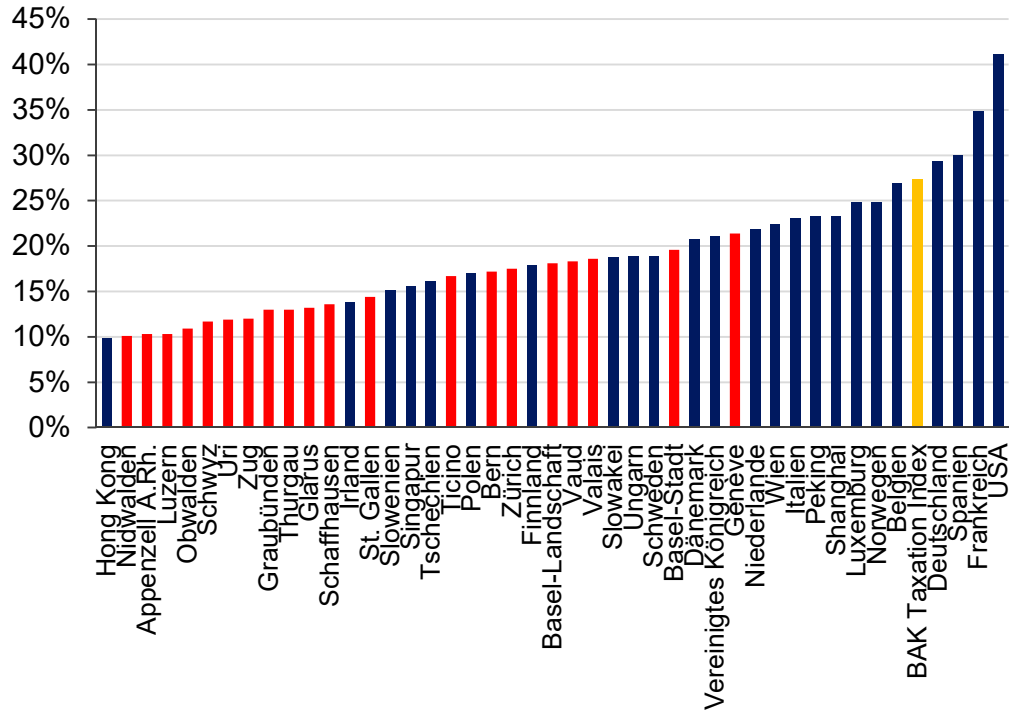
Argumentiert wird, dass Firmenhauptsitze und andere mobile, internationale Gesellschaften abwandern werden, wenn sie keine Steuervorteile mehr erhalten. Das ist Angstmacherei. Viele Kantone kaum solche Steuervorteile gewährt. In Zürich zahlen Banken und Versicherungen beispielsweise die ordentlichen Steuern. Andere Kantone wie Zug haben auch nach Abschaffung der Privilegien nach wie vor tiefste Steuern. Einzig noch Basel-Stadt und Genf haben viele Privilegien gewährt und im Schweizer Vergleich höhere Steuern². Hier können gezielte Massnahmen und Übergangsbestimmungen eingeführt werden. Bundesrat und Parlament haben das verpasst.

Die USR III funktioniert hingegen nach dem Giesskannenprinzip. Sie bezweckt flächendeckend tiefere Unternehmenssteuern. Das ist volkswirtschaftlich und sozialpolitisch falsch. Die Schweiz hat bereits heute weltweit tiefste Unternehmenssteuern.

² Waadt, der ebenfalls höhere ordentliche Steuern und relativ viele Privilegien vergeben hat, hat mittlerweile eine Steuersenkung beschlossen. Formell gibt es zwar einen Link zur USR III. Waadt kann die Massnahmen aber auch autonom einführen.

BAK Basel Taxation Index 2015

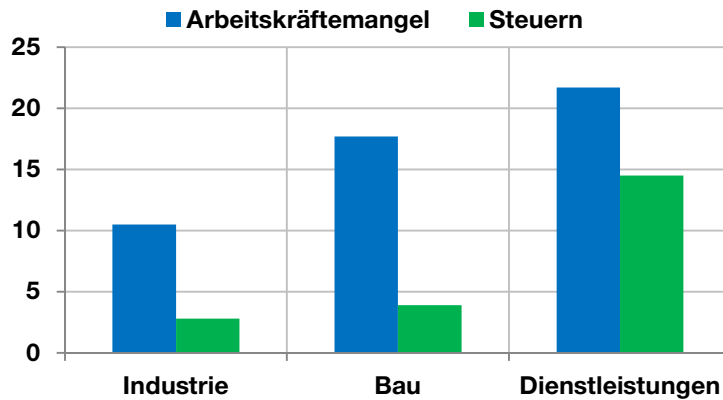
(Durchschnittsbelastung von Firmen in der Schweiz in Prozent des Gewinns)



Quelle: BAKBasel

Der Bund hat es versäumt, zu Beginn der Arbeiten an der USR III eine saubere ökonomische Analyse über die Bedeutung der Steuerprivilegien und die möglichen Konsequenzen einer Abschaffung vorzunehmen. Für die meisten Firmen ist die Steuerbelastung ein relativ unwichtiger Faktor bei einer Standortentscheidung. Die Kundennähe, die Verfügbarkeit von Arbeitskräften etc. sind viel wichtiger. Mit weiteren, generellen Senkungen gewinnt die Schweiz nichts. Im Gegenteil: Wegen den Steuerausfällen fehlt den Zentrumsantonen und den Städten das Geld um wichtige Investitionen in Infrastruktur, Bildung, Sicherheit usw. zu tätigen. Das kostet Wohlstand und Arbeitsplätze. Das zeigt auch eine KOF-Umfrage. Die Verfügbarkeit von qualifizierten Arbeitskräften ist bei einer Investitionsentscheidung wichtiger.

Investitionshemmnisse gemäss KOF-Investitionsumfrage bei Firmen
(2010, Nennungen in Prozent, Mehrfachnennungen möglich)



Quelle: KOF ETH

Wichtiger ist die Steuerbelastung für international mobile Firmen. Doch in der Politik wird die Bedeutung auch bei dieser Firmenkategorie regelmässig überschätzt. Eine repräsentative wirtschaftswissenschaftliche Metastudie (Heckemeyer/Overesch, 2013)³ kommt zum Schluss, dass eine Erhöhung des Steuersatzes um 1 Prozentpunkt (z.B. von 9 auf 10 Prozent) zu einer Reduktion der ausgewiesenen Vorsteuergewinne um 0.8 Prozent führt. Das ist eine eher schwache Reaktion. Sollte es Abwanderungen aus Kantonen mit höheren Steuern geben, dürfte ein nennenswerter Teil den Standort nicht ins Ausland, sondern in andere Kantone verlegen. Der Bund hätte dann keine Einbussen. Unter den Kantonen würde das teilweise über den Finanzausgleich korrigiert, vor allem wenn der soziodemografische Lastenausgleich endlich auf das erforderliche Niveau erhöht würde.

Unter den neuen BEPS-Vorgaben werden die Gewinne zunehmend am Ort ihrer Entstehung, d.h. bei den Produktions- und Verkaufsorten der Produkte und Dienstleistungen besteuert werden. Die Möglichkeiten der Gewinnverschiebung in Tiefsteuerdestinationen werden beschränkt. Die Schweiz ist daher gut beraten, vermehrt in produktions- und dienstleistungsrelevante Faktoren zu investieren. Gerade hier spielt die öffentliche Hand (Bildung etc.) eine Schlüsselrolle. Öffentliche Sparmassnahmen sind hier kontraproduktiv.

³ <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/78624/1/756742838.pdf>. Eine detaillierte Analyse über die Gewinnverschiebung aus steuerlichen Gründen macht Dharampala (2014): https://ideas.repec.org/p/ces/ceswps/_4612.html.

Tabelle 1: Mehrbelastung für tiefe und mittlere Einkommen

Be- und Entlastung durch die Steuer- und Abgabepolitik, nach Lohnklasse, zwischen 2000 und 2014, in Franken von 2014, pro Monat

Alleinstehende

Lohnklasse	Belastung durch höhere Krankenkassenprämien (nach Verbilligungen)	Be-/Entlastung bei Sozialversicherungsbeiträgen, direkten u. indirekten Steuern sowie Gebühren	=	Belastung/ Entlastung
Unterste 10%	+180.-	+0.-	=	+180.-
Mittlere Löhne	+170.-	+10.-	=	+180.-
Oberste 10%	+170.-	-70.-	=	+100.-
Oberstes 1%	+170.-	-230.-	=	-60.-

Verheiratete mit 2 Kindern

Lohnklasse	Belastung durch höhere Krankenkassenprämien (nach Verbilligungen)	Be-/Entlastung bei Sozialversicherungsbeiträgen, direkten u. indirekten Steuern sowie Gebühren	=	Belastung/ Entlastung
Unterste 10%	+310.-	-200.-	=	+110.-
Mittlere Löhne	+400.-	-310.-	=	+90.-
Oberste 10%	+420.-	-490.-	=	-70.-
Oberstes 1%	+420.-	-900.-	=	-480.-

Quelle: Berechnungen SGB, gemäss Methode des SGB-Verteilungsberichtes



Es droht Leistungsabbau und Steuererhöhungen für natürliche Personen

Referat von Yvonne Beutler, Stadträtin Winterthur

Es gilt das gesprochene Wort.

Im Folgenden möchte ich Ihnen aufzeigen, welche Auswirkungen die Unternehmenssteuerreform III (USR III) für eine Stadt wie Winterthur, immerhin die sechstgrösste Stadt der Schweiz, haben wird.

Zunächst ist anzumerken, dass der Winterthurer Stadtrat die mit der USR III bezweckte Abschaffung der privilegierten Besteuerung begrüsst. Gleichzeitig ist er sehr besorgt, weil das Reformpaket mit beträchtlichen Steuerausfällen verbunden sein wird. In der Stadt Winterthur sind lediglich ein gutes Dutzend privilegiert besteuerte Gesellschaften domiziliert. Ihr Anteil an der Gesamtmenge der juristischen Personen sowie am Gesamtsteuerertrag der Stadt ist deshalb vernachlässigbar. Die Änderungen im Steuersystem können deshalb gar nicht erst zu einem Exodus von Firmen führen. Wird hingegen der kantonale Gewinnsteuersatz auch nur um 1 Prozent gesenkt, führt dies in Winterthur zu Steuerausfällen in der Höhe von rund 10.5 Millionen Franken, was etwa 3 Steuerprozenten entspricht.

Wer jetzt denkt, dass unsere Schwesterstadt Zürich von der USR III profitieren wird, irrt. Zürich findet sich in der gleichen Situation wie Winterthur wieder. Die gemischten Gesellschaften machen dort nur rund 3 Prozent der juristischen Personen aus. Deren einfache Staatssteuer beträgt rund 8 Prozent des Steuerertrages und der Beschäftigungsanteil rund 0.5 Prozent der Gesamtbeschäftigung der Stadt. Konzernfinanzgesellschaften sind somit auch in Zürich weder beschäftigungsrelevant noch erbringen sie nennenswerte Steuerleistungen. Die vorgelegte USR III ist somit in quantitativer Hinsicht für die beiden grössten Städte im wirtschaftlich bedeutendsten Kanton der Schweiz nicht erforderlich, sondern schädlich.

Welche Konsequenzen hat eine Senkung des Gewinnsteuersatzes im Kanton Zürich auf die Stadt Winterthur? Die Stadt muss bereits jetzt aufgrund der verschiedenen Steuerreformen und Steuersenkungen der vergangenen Jahre Einbussen von 60 Millionen Franken jährlich wiederkehrend verkraften. Dies entspricht gut 20 Steuerprozenten. Hinzu kommen die überproportional steigenden Kosten in der Bildung und bei den Soziallasten. Winterthur hat deshalb in den vergangenen drei Jahren bereits die zwei grössten Sanierungsprogramme der jüngeren Geschichte durchgeführt. Diese waren mit einem Leistungsabbau für die Bevölkerung sowie einer Steuererhöhung verbunden und brachten eine hohe Mehrbelastung für die Verwaltungsmitarbeitenden mit sich. Wir sind auf gutem Weg, uns wieder aufzurappeln und unsere Finanzen nachhaltig zu sanieren. Werden diese Bemühungen durch weitere Einnahmefälle durch die USR III zunichte gemacht, ist dies ein Schlag ins Gesicht all derjenigen, welche bereits heute von den Sanierungsprogrammen betroffen sind.

Müssten die Ausfälle aufgrund der politischen Mehrheiten zur Hauptsache aufwandseitig kompensiert werden, wird dies insbesondere in denjenigen Bereichen, welche keine gesetzlichen Aufgaben darstellen, zu weiteren Abstrichen führen. Damit Sie sich ein Bild davon machen können, was 10.5 Millionen Einsparungen bedeuten, nenne ich einige Beispiele aus diesem Bereich: Frühförderung (500'000 Fr.), Kita- und Tagesfamilien-Beiträge (8.3 Mio.), Quartierbäder (2.5 Mio.), Kultursubventionen (2.5 Mio.), Prävention (1 Mio.), Umwelt- und Gesundheitsschutz (1.7 Mio.) oder die Sportförderung (900'000 Fr.).

Die Kürzung der kantonalen Gewinnsteuer um 1 Prozent stellt hierbei wohl das Best-Case-Szenario dar. Wird der Gewinnsteuersatz – wie von einigen bürgerlichen Exponenten gefordert – um 4.5% auf 3.5% gesenkt, bedeutet dies einen Einnahmeverlust von rund 50 Millionen Franken. Auch hier ein Vergleich: fünf der sieben Departemente der Stadt Winterthur haben einen Aufwand, welcher tiefer ist als die genannten 50 Millionen. Sie sehen: eine solche Summe lässt sich nicht einfach dadurch einsparen, in dem man hier und dort 50'000 oder 100'000 Franken abzwackt. Eine Stadt wie Winterthur wird nie im Steuerwettbewerb mithalten können, sie hat hingegen ganz viele andere Qualitäten, und gerade diese würden durch solche Einsparungen gefährdet werden.

Trotz zusätzlicher Sparprogramme müsste ein Teil der Einbussen mit hoher Wahrscheinlichkeit durch eine weitere Steuererhöhung kompensiert werden. Diese würde einmal mehr den Mittelstand hart treffen. Dieser muss jedoch bereits heute zur Hauptsache für die Steuersenkungen und die Verschiebung der Steuerbelastung von den juristischen Personen zu den natürlichen Personen büssen. Eine Steuererhöhung würde zudem selbstredend die Standortattraktivität unserer Stadt schmälern, und zwar nicht nur für besser verdienende Personen, sondern selbstredend auch für Firmen.

Zusammengefasst: die Unternehmenssteuerreform III hat für Städte wie Winterthur, welche bereits heute hohe zusätzliche Lasten zu tragen haben, massive Auswirkungen. Die Steuersenkungen zugunsten der juristischen Personen wird die Bevölkerung mit einem weiteren Leistungsabbau und Steuererhöhungen tragen müssen. Dagegen wehre ich mich.



Les villes ont besoin d'une assise financière solide

Intervention de Florence Germond, conseillère municipale Lausanne

Seules les paroles prononcées font foi.

Les villes sont le moteur de ce pays. Elles incarnent le cœur de la vie économique, sociale, culturelle. Chaque citoyenne et chaque citoyen, d'une manière ou d'une autre, interagit avec les villes et contribue à leur dynamisme. Dans un rapport parfaitement symétrique, chaque citoyenne et chaque citoyen « consomme » de l'urbanité et compte sur les villes, même celles et ceux qui n'y habitent pas.

Parce que c'est leur rôle, les villes mènent des politiques publiques au profit de l'ensemble du pays et de ses habitant-e-s. Les domaines d'action sont innombrables. Ils touchent tous les aspects de la vie en collectivité : formation, culture, sport, par exemple.

Les villes ont donc besoin d'une assise financière solide, afin d'être en mesure de déployer ces politiques publiques au profit du plus grand nombre.

Malheureusement, cette assise financière se fragilise. La structure socio-démographique des villes se péjore, et l'assiette fiscale moyenne par habitant diminue. Plus que jamais, les villes ont besoin de la fiscalité des entreprises, plus encore que d'autres communes de plus petites tailles.

Or les villes sont en bout de chaîne institutionnelle. Elles ne peuvent reporter sur personne leur manque de financement. Il n'y a pas de report de charges de la part des villes mais, *a contrario*, elles supportent, *in fine*, les reports de charges successifs, de la Confédération vers les cantons, puis des cantons vers les communes.

Voilà pour le contexte dans lequel intervient la discussion sur la réforme de l'imposition des entreprises. C'est essentiel, et il ne faut jamais l'oublier.

Nous ne remettons pas ici en question la nécessité d'abolir les « statuts spéciaux », nous la soutenons même. Dans le canton de Vaud, dans mon canton, cela a été tout l'objet du compromis politique fort qui s'est dessiné, au Grand Conseil, autour de la RIE III vaudoise, avec, *in fine*, la fixation, avalisée par un vote populaire, d'un taux d'imposition à 13.8% pour le bénéfice des entreprises, quel que soit leur statut.

Mais ce devait être 13.8% de l'ensemble du bénéfice.

Cette baisse, forte, déjà décidée au niveau vaudois, amènera des pertes fiscales partiellement compensées notamment par des apports péréquatifs. La Ville de Lausanne les a anticipées et intégrées dans ses prévisions financières. Le défi est important mais il sera surmonté.

Nuance de taille, le défi sera surmonté si l'on s'en tient aux décisions vaudoises, pas si l'on considère les dernières décisions des Chambres fédérales.

La mouture de la RIE III fédérale, concoctée dans le chauderon bernois, tronque le compromis vaudois, et rend beaucoup plus difficile les réformes envisagées dans d'autres cantons. Cette mouture fédérale, à dire vrai, annihile les efforts déployés dans de nombreuses régions du pays.

Voici pourquoi : nous pouvions vivre avec un taux global net – Confédération, canton, commune - à 13.8% sur l'ensemble du bénéfice des entreprises vaudoises (c'est-à-dire 6.6% pour l'impôt cantonal et communal). Une partie des pertes sur les entreprises ordinaires était contrebalancée par une fiscalisation complète des anciens « statuts spéciaux ». La réforme fédérale, avec toutes les astuces proposées par le Conseil fédéral (*patent box*, réserves latentes) et celles rajoutées par les chambres (150% de déduction des frais de recherches et déductibilité des intérêts notionnels) permet de vider l'assiette cantonale et communale de l'imposition du bénéfice, privant largement les communes du produit de la fiscalité des entreprises. Sous la pression des groupes internationaux, les cantons risquent de tous introduire les NID (intérêts notionnels).

Disons les choses comme elles sont. Si un grand groupe multinational peut, en combinant les astuces, obtenir un abattement de 80% de son bénéfice avant que ne débute l'imposition, le taux d'imposition cantonal et communal réel à Lausanne n'est plus de 6.6%, mais d'un cinquième de cela, c'est-à-dire dans les faits 1.3%.

1.3 % ! C'est aussi simple que cela.

Prenons un exemple : une entreprise qui fait 1 million de bénéfice réel ne paiera ainsi que 13'000.- francs aux caisses cantonales et communales. Pour donner une référence : c'est le même montant que ce que paie un couple marié avec 80'000.- francs de revenu imposable.

Pour la Ville de Lausanne, ces nouvelles déductions engendreraient une perte financière supplémentaire de plusieurs millions de francs, perte qui n'est tout simplement pas absorbable.

Relevons ici qu'il est très difficile de chiffrer précisément cette perte à ce jour, la fourchette que nous pouvons établir sur la base des données fournies par la Confédération étant beaucoup trop vague. Seule certitude, elle se chiffre en millions. En tant que politiciens responsables, il n'est pas envisageable de signer un chèque à hauteur d'un certain nombre de millions.

Rappelons également que les dix plus grandes villes de Suisse, totalisent près de 50% des recettes fiscales des personnes morales du pays. C'est dans ces dix grandes villes que ces fortes déductions d'intérêts notionnels s'opéreront et c'est dans ces dix grandes villes que l'impact financier, rapporté en pourcentage du budget de fonctionnement, sera le plus fort.

Alors, disons-le, le danger est là de devoir passer par des plans d'économie et des coupes de prestations. Des prestations qui, rappelons-le, sont souvent déployées au profit de l'ensemble de la population et pas uniquement des habitant-e-s des villes.

Ce n'est pas ce que l'on souhaite.

Nous souhaitons une fiscalité raisonnable, mais équitable, et qui serve l'intérêt de toutes et tous à disposer d'infrastructures publiques adaptées.